



## LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE EN GREVE ET DANS L'ACTION

**LE 21 JANVIER:**

**Plus de 110 manifestations et rassemblements programmés !**

**L**e 6 janvier 2010, dans son discours de Cholet, le Président de la République a confirmé sa politique destructrice de la Fonction Publique, contraire aux besoins de la population.

Depuis 2007, plus de 100 000 postes auront été supprimés dans la seule Fonction publique de l'Etat, avec plus de 34 000 suppressions programmées pour la seule année 2010. D'autres le seront encore, y compris dans la Fonction publique territoriale et à l'Hôpital public, ce dernier étant déjà asphyxié par le sous-effectif.

Il ne s'agit pas simplement de l'application d'une logique budgétaire, chère au Premier Ministre, visant à réduire les dépenses publiques, mais bien de la mise en œuvre d'orientations visant à promouvoir partout la loi du marché et les intérêts particuliers.

Cette politique de suppression d'emplois est aggravée par les attaques contre le Statut, par les effets de la Révision générale des politiques publiques, par la Réorganisation administrative territoriale de l'Etat et par la loi HPST qui met la touche finale aux moyens de la privatisation de tous les services sanitaires et sociaux lucratifs. Mais cela ne suffit pas et le projet de Réforme territoriale met en danger le service public local qui assure au quotidien le service de proximité pour tous les citoyens.

La résistance à cette offensive inégalée contre la Fonction publique s'est organisée et les luttes se multiplient sur l'ensemble du territoire.

Face à cette situation, nos organisations syndicales ont pris leurs responsabilités pour organiser la convergence nécessaire de ces mouvements, en appelant à un nouveau temps fort le 21 janvier.

**Au 18 janvier, sont d'ores et déjà recensés 114 manifestations et rassemblements.**

Ces actions seront complétées par des milliers d'initiatives de distribution de tracts aux citoyens, par des demandes de rendez-vous aux préfets et élus, etc. De nombreux secteurs ont appelés à la grève avec, parfois, des intersyndicales dépassant largement le cadre de l'appel national.

Pour la FSU, la CGT et Solidaires, cette journée de grève s'inscrit dans un processus durable de mobilisations, nécessaire à la création du rapport de force obligeant le gouvernement à reculer et à décider d'une autre politique pour la Fonction publique répondant à l'intérêt général et aux besoins de toute la population.

Le 18 janvier 2009